

## **Appel des organisations**

Arguments pour la Lutte Sociale - ATTAC - Collectif Haiti France - Collectif de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua - CGT - Confédération Paysanne - CEDETIM/IPAM - CRID- Les Ecologistes – Pour une Ecologie Solidaire et Sociale - Emancipation Tendance Intersyndicale – France Amérique Latine - Fondation Copernic - FSU - L'Après - LDH - Le mouvement de la Paix - NPA Anticapitaliste – Nos Révoltes - PCF- PS - Réseau Bastille - Le Réseau Coopératif de Gauche Alternative - Solidaires - Solidaires Etudiant.es

## **Non à l'impérialisme ! Solidarité avec la population du Venezuela !**

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier, les États-Unis d'Amérique ont lancé une opération militaire de grande ampleur sur la capitale du Venezuela, Caracas. Le président vénézuélien, Nicolás Maduro, et sa femme, Cilia Flores, ont été enlevé.es et placé.es en prison à New York. Selon les premières estimations, 78 personnes seraient mortes au cours de l'opération, parmi lesquelles au moins une civile.

Cette agression impérialiste et coloniale ordonnée par Donald Trump viole ouvertement la Charte des Nations unies et la Constitution des USA.

Cette attaque signe le retour du pire de l'impérialisme étatsunien en Amérique latine, s'inscrivant dans l'inflexion globale vers l'extrême droite.

Les justifications à géométrie variable de « *lutte contre le narcoterrorisme* » sont contredites par les affirmations de Trump lui-même, qui assume pleinement sa volonté de domination coloniale et d'accaparement des ressources du pays, notamment pétrolières.

Les violations des droits humains et démocratiques perpétrées par le régime de Maduro sont bien réelles, tout comme les effets sur la population des sanctions imposées par les administrations américaines. En revanche, ni le peuple vénézuélien ni les Nations Unies n'ont donné mandat aux États-Unis pour intervenir et s'accaparer des ressources du pays. C'est aux populations du Venezuela de décider librement, sans interférences, de leur avenir.

Les évènements du Venezuela, et les nouvelles menaces que fait peser Donald Trump sur la Colombie, Cuba, le Mexique et le Groenland illustrent l'affirmation de la loi du plus fort comme seule norme des relations internationales, dans la pure tradition de l'extrême droite. La réaction d'Emmanuel Macron, ne nommant pas l'agresseur et ne condamnant pas clairement cette violation évidente des principes fondamentaux du droit international, est une faute politique historique et un blanc-seing donné à Donald Trump pour la suite.

De la Palestine à l'Ukraine, en passant par le Soudan et maintenant le Venezuela, les peuples agressés sont en première ligne de l'autoritarisme et de la fascisation accélérée ayant cours actuellement partout dans le monde. Face à tous les prédateurs, et à ceux qui laissent faire, le respect du droit des peuples à l'autodétermination doit être au cœur de nos mobilisations.

Nous appelons à se rassembler partout dans le pays ce samedi 10 janvier pour exiger :

- l'arrêt immédiat de l'agression militaire des États-Unis, la fin de ses menaces sur les pays de la région et le retrait du déploiement de force US dans la Caraïbe ;
- le respect du droit du peuple vénézuélien à disposer de lui-même. Toute solution politique et diplomatique doit se baser sur la souveraineté populaire, la garantie de ses libertés et sur le droit international ;
- la levée des sanctions économiques et la satisfaction des besoins humanitaires des populations ;
- des sanctions contre les USA et Donald Trump : la fin de l'achat d'armes au complexe militaro-industriel US.

Seul le peuple vénézuélien peut et doit décider, en toute souveraineté et sans ingérences, de son propre avenir. Non à l'impérialisme ! Les peuples ne sont pas à vendre !